

Comment les vagues de chaleur bousculent les assureurs et les assurés

La Tribune Toulouse (Edition Quotidienne) · 04 déc. 2024

« Il faut qu'on s'habitue à ces scénarios complètement inédits », affirme Michel Josset, directeur des assurances chez Forvia et président de la commission prévention et dommage de l'association pour le management des risques et des assurances de l'entreprise (AMRAE).

Sauf que les vagues de chaleur ou le stress hydrique ne sont pas couverts par les assurances car il n'y a pas de dommages, ajoute-t-il aussitôt. Aussi l'assureur Axa France va-t-il lancer, en janvier prochain, une formation pour les chefs d'entreprise baptisée « Coup de chaud sur ma santé », annonce Clément Rouxel, directeur de la communication et de l'engagement, qui évoque « une épidémie silencieuse ». Ladite formation sera adaptée en fonction du climat local, des allergies qui en découlent et de ses conséquences sur la santé mentale.

« L'heure n'est plus à tergiverser ! » Johanna Rolland, France urbaine

« Deux tiers des émissions de gaz à effet de serre sont dans les métropoles ». Ces propos ne sont pas ceux de la ministre de la

Transition écologique, Agnès Pannier-runacher, mais de la maire (PS) de Nantes Johanna Rolland qui s'exprimait, elle aussi, lors de l'événement Act50. « L'heure n'est plus à tergiverser mais à agir absolument », martèle la présidente de France urbaine, l'association d'élus qui représente les maires des grandes villes.

Alors même que la France se dirige vers une hausse des températures à +4°C, « les collectivités doivent prendre leur part », insiste Johanna Rolland. Sauf que dans le cadre du projet de loi de finances 2025, l'enveloppe consacrée au « Fonds vert », qui permet de subventionner la transition écologique au niveau locale, tombe de 2,5 à 1 milliard d'euros. « Une décision à contre-sens », fustige la présidente de Nantes Métropole.

Aussi propose-t-elle que les grandes intercommunalités deviennent des « autorités organisatrices de la transition écologique ». « La décarbonation du logement, de l'économie ou encore de l'alimentation se réalise dans les territoires », persiste et signe Johanna Rolland.

▪